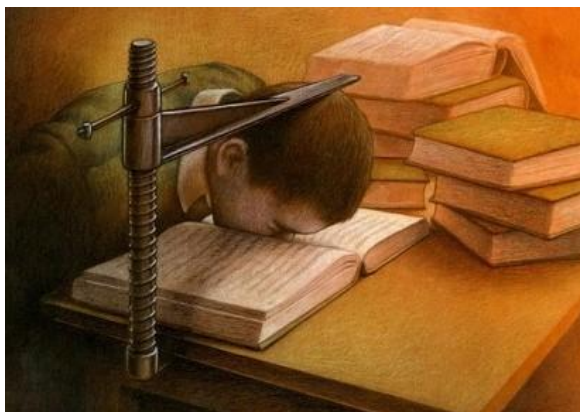


Un social-traître chez les totos



Les éditions La Découverte viennent d'« enrichir » leur catalogue d'un livre de sociologie « de terrain »¹ qui, en desservant à la fois le savant et le politique, ne sert que la cause de son auteur, et signe le déclin d'une discipline qui ne cesse de renforcer dans les têtes l'ordre social qu'elle prétend critiquer dans les faits.

De la méthode...

Outre le fait qu'il enfonce de nombreuses portes ouvertes, fait coutumier chez les sociologues, l'ouvrage, tiré d'une thèse de 3^e cycle, pose de nombreux problèmes liés à une méthode mal maîtrisée, ou employée à mauvais escient. Tout d'abord, la contextualisation socio-historique y est absente (choix de coupes pour un moindre coût éditorial ?) : l'étude est ainsi privée de toute historicité, ce qui empêche de mettre en perspective cette expérience politique sur le « temps long », pourtant suggéré par le titre – *Devenir révolutionnaire* – et lui enlève toute utilité politique pratique pour ses lecteurs. Ainsi, la genèse de l'ouverture du lieu d'activités étudié n'est tout simplement pas abordée, alors qu'elle rassemblait un spectre sociopolitique bien plus large que l'échantillon finalement retenu pour l'étude.

Ces premiers défauts se voient aggravés par le point de vue : l'extériorité au « terrain enquêté » ne correspond pas à la méthode prétendument adoptée d'« observation participante », qui aurait dû placer l'enquêteur aux côtés du groupe enquêté, et non en position de surplomb du fait de son « bagage scientifique ». Résultat – et nombreux en sont les indices tout au long du bouquin : c'est ici l'étude d'un individu qui ne connaît ni le social (les rapports sociaux à l'échelle globale demeurent pour lui une abstraction lointaine), ni même le microsocial (les relations entre « enquêtés » ne sont jamais évoquées).

Enfin, plus grave – si l'on peut dire, si tant est que ce travail connaisse quelque écho, au vu des temps critiques où nous sommes plongés –, il n'y a dans son étude que des individus pris un par un, parti-pris trahissant davantage l'influence de l'« individualisme méthodologique » à la Raymond Boudon que l'inspiration bourdieusienne ou les thèses d'Erving Goffman dont se réclame l'auteur. Ainsi, quand Goffman étudiait les rites d'interaction au sein d'un groupe dans l'espace public, ici, le « sociologue » arrive bien après la constitution du groupe, dont l'institutionnalisation, sous la forme d'une association, est déjà engagée à ce moment-là. Il n'a mené ses entretiens qu'en tête-à-tête...

Par ailleurs, ces « enquêtés » feraient des calculs d'intérêt et des choix toujours éclairés et rationnels. Par exemple, nous dit l'auteur, les étudiants choisiraient leur fac, ne s'inscrivant à Tolbiac que pour sa « réputation » combative (alors que tous les bacheliers

¹ Colin Robineau, *Devenir révolutionnaire : sociologie de l'engagement autonome*, La Découverte, 2022, 216 p.

du sud de Paris se voyaient automatiquement orientés vers cette fac). L'auteur ne projetterait-il pas là son propre choix universitaire, guidé par des informations auxquelles l'étudiant ordinaire n'aurait pas accès, d'autant qu'Assas n'est pas particulièrement connue pour sa filière de sociologie ? À l'en croire, les « enquêtés » échafauderaient aussi des « plans de reclassement » suivant une rationalité économique et en calculant toutes leurs actions en termes de « bénéfiques/risques » !

De même, par négation de leur subjectivité et en imputant à leur choix une fatalité sociale, l'auteur se livre, comme disait Sartre dans ses *Réflexions sur la question juive*, à une « chosification » de l'autre : les individus seraient les jouets inconscients – eux seulement, pas le soi-disant sociologue ! – de structures sociales qui les objectiveraient et les priveraient de toute liberté. En tout cas, il ne faudrait jamais se fier aux discours que les agents – qui sont en réalité « agis » (!) par ces structures – tiennent sur leurs propres actes. En revanche, l'apprenti sociologue, lui, semble faire aveuglément confiance à ce qu'ils lui ont confié de leur intimité. Mais, pour reprendre un slogan ancien, « les structures n'ouvrent pas de lieux autogérés » !

Le « milieu autonome » aurait des codes : quel scoop ! Et le « coût d'entrée » serait assez bas. Le chercheur a-t-il cherché à mesurer le « coût d'entrée » dans une section du PS, pour y évaluer le « coût de l'engagement » et pouvoir comparer ? Quelle compréhension et quelle gratitude envers des militants qui l'ont accueilli dans un espace public et politique ouvert à tous par définition ! C'est finalement, selon l'auteur, un « espace public » assez semblable à celui décrit par Habermas pour les lieux de la sociabilité bourgeoise du XVIII^e siècle ! Il s'imaginait qu'un lieu de délibération « prolétarien » organiserait ses débats en gueulant plus fort, et en ne maniant que l'insulte ou le canif ?

Qu'on nous comprenne bien : l'apprenti-chercheur a choisi un sujet intéressant, rarement traité par la recherche universitaire qui trouve bien plus attirant de se pencher sur d'autres lanternes sociologiques. Alors qu'il bénéficie d'une bienveillante neutralité – par ailleurs incompréhensible au regard de la difficulté traditionnelle d'approche dudit « milieu autonome » –, il ne fait rien de ces atouts. Et ne livre qu'une lecture superficielle de son objet d'enquête, truffée de surcroît d'approximations et de biais méthodologiques : entorses à la neutralité axiologique, avec plusieurs jugements de valeur – notamment sur l'absence d'éducation religieuse des « enquêtés », qui les « prédispose[rait] à l'action » (sans blague !) ; sur les militants, qui se voient taxés de « semi-intellectuels prolétaroïdes » (*sic* !). Quel intérêt porte l'auteur à donner un tour péjoratif à son « analyse » à part celui de complaire à son jury de thèse ? Une telle servilité académique voudrait que seuls les universitaires et chercheurs patentés soient des intellectuels accomplis dont, bien sûr, les discours seraient dépourvus du moindre biais idéologique ? Ce passage ressemble à l'abjuration d'un ancien cancre qui montrerait patte blanche pour qu'on lui reconnaisse sa place, sa légitimité dans le champ académique. Ne faut-il pas plutôt considérer, comme Gramsci, que « tous les hommes sont des intellectuels, mais que tous (...) ne remplissent pas, dans la société, la fonction d'intellectuel » ?

Ainsi, le concept central, repris à Bourdieu, d'« habitus polarisé » (« habitus clivé » chez Bourdieu) est intéressant. Mais seul, il n'explique rien : nombre d'autres sujets à l'« habitus polarisé » ne s'engagent pas pour autant dans la défense d'idées politiques ou de pratiques collectives plus ou moins radicales... Dans le cas des fratries, par exemple, tous les frères et sœurs ne s'engagent pas nécessairement de la même façon. L'itinéraire d'une vie répond à autant de facteurs déterminants de diverse nature. « L'important, ce n'est pas ce que la société a fait de nous, mais ce que l'on fait de ce que la société a fait de nous », disait Sartre dans *Saint Genet, comédien et martyr*. Ainsi, par une sorte d'essentialisation, la majorité du groupe de militants étudié procéderait de ces fameuses « classes moyennes », dont le « sociologue » ne définit jamais les contours – et ce, au moment où nombre de gens commencent à percevoir l'esbroufe idéologique qui habille

ce concept dont la validité est discutée par d'autres essais plus stimulants. Quel impressionnisme !

Résumons ces travers méthodologiques : cédant à une facilité commune aux enquêtes historiques ou sociologiques, l'auteur se livre à des démonstrations laborieuses contrariant ses postulats de départ. Il procède de même par extrapolation, notamment sur la question de la prépondérance de militants issus des « classes moyennes » et quitte à faire peu de cas des éléments populaires (voir plus bas) qui ont adopté ces pratiques politiques, le tout en alléguant que, d'un tout petit groupe, l'on pourrait tirer des conclusions d'ordre général sur un mouvement autonome dont l'histoire ne saurait évidemment pas se résumer à une poignée de militants parisiens.

des lacunes et des erreurs...

L'auteur démontre, par ailleurs, des lacunes en matières philosophique et – même – sociologique. Ainsi, le concept sartrien de « groupe en fusion » est évoqué sans référence à l'auteur de la *Critique de la raison dialectique* et sans que soient envisagées les autres étapes que traverse, d'après Sartre, tout groupe révolutionnaire. Même en-dehors de tout contexte révolutionnaire, une analyse fondée sur un tel parallèle aurait pourtant pu s'avérer fructueuse.

Criante se révèle également la faible culture politique du « sociologue » en matière d'histoire sociale. Ainsi, il voit dans le passage de la CFDT à SUD des parents d'un « enquêté » le signe d'une « radicalisation » provoquée par l'engagement du fiston... Or SUD est le produit d'une scission de la CFDT résultant, en 1995, du soutien apporté par la cédétiste secrétaire générale de l'époque – Nicole Notat – au plan Juppé, et donc d'un basculement de la centrale syndicale dans le camp néo-libéral. C'est donc bien d'une trahison au sommet dont il s'agit et là est la raison qui a provoqué une rupture par la base avec un réformisme rétrograde. Personne à l'Université pour le détromper ? Pas de lecteur non plus chez son éditeur ?

On constate de même, chez l'auteur, une tendance à la psychologisation du social. Le fait est notable lorsqu'il évoque l'exemple du mouvement de 2005 contre la réforme des lycées qui aurait été, nous dit-il, « vécu comme un échec ». Comme si l'exposé d'une vérité objective ne suffisait pas à faire constat : l'adoption d'une loi contestée signe toujours l'échec du mouvement qui s'y est opposé...

On note encore, chez lui, un gros problème de taxonomie « idéologique », le terme d'idéologie, jamais défini, étant pris dans son sens le plus courant – chez les « non-savants » ! Ainsi, le vote parental pour Mélenchon suffirait à assigner celui qui s'y livre à l'extrême gauche. Sur un autre plan, aucune mention n'est faite de la grande régression sociale et politique, notamment à l'Université, provoquée par les restrictions concrètes des libertés publiques – lois sécuritaires accroissant les moyens de contrôle et de répression, fermeture des frontières, fin de la franchise universitaire... –, contre lesquelles ces militants ont lutté avec constance, ces vingt-cinq ou trente dernières années.

L'auteur assimile le mouvement autonome à une « institution totale », concept emprunté à Verdès-Leroux dont le type paradigmatique est le PCF de l'époque stalinienne. C'est là ne rien comprendre – ou ne pas savoir – que le mouvement autonome s'est historiquement construit contre le parti de Lénine (et Staline) et ses organisations satellites, et que le rapport établi ressort à celui qui relie une bande hérétique à une Église.

Aucune mention n'est faite par l'auteur des violences policières ni des violences économiques systémiques, la « Violence » étant du seul fait, spontané sans doute, des militants autonomes. La prise de risques est pourtant inhérente à un « engagement total » tel que le décrit le « sociologue », et la répression peut avoir de lourdes conséquences en termes de trajectoire de vie...

Même s'il est rapidement fait allusion au « coût de l'engagement », c'est toujours pour le minorer. Les militants n'ayant ni travail ni enfants ont juste disposé d'une « disponibilité

biographique » passagère propice à l’agir collectif. Outre qu’elle atteste de très courte vue, cette appréciation oblige à poser la question : sur quel fondement empirique ou scientifique le « sociologue » peut-il s’appuyer pour affirmer que cette période d’engagement total n’a eu qu’une faible incidence sur la trajectoire sociale des militants ? A-t-il consulté une voyante, ou regardé directement dans sa propre boule de cristal ?

De même, le mode de vie « squatteur » ne saurait être réduit à son seul versant « contre-culturel » ou à l’opposition de pure forme entre lieux d’activités et lieux d’habitation. D’abord, il n’est jamais question, chez l’auteur, de la hausse des loyers – exorbitante à Paris – liée à la spéculation immobilière, premier moteur du squat. Pour beaucoup de « squatteurs », il s’agissait d’un choix contraint, pas d’un calcul socio-économique. Ensuite, dans les années 1990, le mouvement des squats était beaucoup plus large qu’indiqué et les lieux ouverts combinaient, pour la plupart, outre la gratuité du logement, des activités politiques et/ou artistiques et, à un degré variable, une pratique d’ouverture aux autres ou sur le quartier. Enfin, tout le monde n’en est pas sorti par le haut. L’auteur infère de sa brève expérience et de son maigre échantillon des règles qui seraient valables pour tous les « autonomes » et les squatteurs – mais ceux qui *ne pouvaient pas* avoir recours à la solidarité mécanique (familiale), évincés dès l’ouverture de la « Kuizine », *ne pouvaient*, de ce fait même, apparaître dans son étude, ce qui la rend largement caduque. *De facto*, ceux-là n’ont pas pu « accumuler de capital culturel », ni « se reclasser » socialement : pour un certain nombre d’entre eux, la suite, ce fut encore la rue, la galère, l’expulsion du territoire, des infirmités physiques ou psychiques, l’HP. Si rudimentaires sont ses connaissances en psychanalyse et en psychologie que l’auteur ignore que le cumul de conditions d’existence précaires et de militantisme intensif peuvent avoir de lourdes conséquences psychologiques pour nombre des squatteurs.

Sur un plan plus strictement politique, aussi nombreux sont les manques de l’auteur. Pas de constat sur la dissolution des pratiques collectives – qui font, pour Arendt, la politique – dans l’associationnisme subventionné ou l’activisme virtuel sur Twitter. Dévalorisée l’évidente sociabilisation – terme absent de son livre – par l’action ou l’entrée dans des cercles de sociabilité politique qui ne trouve plus aucun débouché de nos jours, au-delà du lycée et de la fac, tant les organisations sont disqualifiées. Minimisées les logiques bureaucratiques du syndicalisme défaillant, affaibli et félon, et des partis politique hors-sol ou dogmatiques – qui sont pourtant souvent à l’origine d’un engagement révolutionnaire dans des organisations informelles. Ignoré le décalage idéologique entre la liberté, l’égalité et la fraternité toutes formelles promises par la République et leur inexistence réelle.

En outre, le « sociologue » se permet une dénonciation facile de « l’entre-soi » et de « l’endogamie » des militants, comme si les enseignants d’université, les chercheurs ou les groupes de rejets issus des banlieues résidentielles n’étaient pas des microcosmes enclos sur eux-mêmes dont les membres ne s’appartiennent jamais !

Enfin, il ne fait qu’évoquer en passant une crainte individuelle du déclassement quand il nous semble que nous sommes tous objectivement déclassés, non tant par rapport à la profession de nos parents, mais du fait de la pression à la baisse des salaires dans le privé comme dans le public, baisse liée à la politique monétaire de l’euro, à la dégradation générale des conditions de travail et du fait du démantèlement délibéré des services publics qui permettaient de compenser – au moins symboliquement – les écarts de richesse qui crèvent les yeux en région parisienne. Le capitalisme, dans sa variante néolibérale, produit de la « fausse conscience » en série pour tous les petits-bourgeois qui s’imaginent ne pas être touchés par ce déclassement général.

... et des mauvais procédés du wannabe

L’enquêteur s’était engagé sur parole, d’une part, à ne jamais publier son travail sous forme de livre, mais les promesses n’engagent que ceux qui y croient et, apparemment, un apprenti sociologue n’est pas obligé de tenir les siennes. De l’autre, une fois reniée sa

parole, il n'a pas toujours pris la peine de joindre les témoins et, quand il l'a fait, il a toujours semblé considérer leur accord comme acquis, attestant par-là d'une absence totale de scrupule bien contemporaine.

En outre, au hasard de ses choix, l'auteur a déformé et tronqué les propos tenus pour n'en garder, parfois, que des anecdotes insignifiantes ! De plus, l'anonymisation qu'il a pratiquée se révèle être largement défailante du fait de pseudos transparents : le « sociologue » doit trouver cela très drôle, mais il oublie que des êtres vivants, actifs et reconnaissables, peuvent se sentir exposés ou blessés par le dévoilement de leur enfance et de leur parcours souvent accidenté. Ces pratiques sont pour le moins indécentes.

En fin d'ouvrage, l'auteur procède à une attribution-projection d'une « conversion de compétences acquises en militant » en vue d'un « reclassement social » ! Du grand n'importe quoi ! Quelle est l'utilité de savoir parler politique en groupe ou de se former en droit des étrangers ou en démarches pour obtenir un logement social quand on veut finalement devenir paysagiste, ouvrir un salon de coiffure, ou faire des études de psycho ?

En conclusion, on ne peut que déplorer le carriérisme évident du *wannabe* sociologue qui se sert d'une expérience collective de militants dévoués consacrant leur temps à des pratiques de solidarité et d'entraide (organisation de soupes populaires, de cours de français, d'une permanence d'aide aux démarches administratives) comme marchepied pour faire « carrière » universitaire.

Plus qu'« observation participante », cette enquête relève de l'abus de confiance d'un étudiant qui a feint le militantisme à des fins strictement utilitaires. Nous voyons, pour notre part, dans cet hyper-individualisme méthodologique, ce carriérisme et cette défiance permanente envers le discours politique des militants sur leur propre action, l'effet des ravages de la terreur néolibérale, de l'atomisation du salariat et du chantage au chômage. Sa version étriquée du monde qu'il a fréquenté atteste de son incapacité à comprendre qu'on puisse se battre pour autre chose que ses intérêts personnels et concevoir la vie autrement que comme un « plan de carrière ». Ce « sens pratique », si cher à Bourdieu, ne s'apprend pas dans les livres d'universitaires confits en certitudes sociologiques et attachés à leurs avantages matériels, mais dans les luttes collectives, auprès de gens réels, chômeurs, précaires ou travailleurs, grévistes ou démunis, militants ou pas.

Cette étude de « terrain » menée par un étudiant mal dégrossi devenu « sociologue » ne remet jamais en question la hiérarchie, source de toutes les injustices dans la vie sociale. Et encore moins celle qui, à l'échelle de l'université, recrée à tous les étages la fausse méritocratie républicaine. C'est le travail de quelqu'un qui prétend avoir beaucoup travaillé et qui ne sait pas ce qu'est « le travail », qui ignore la privation de temps et de liberté qu'il implique, car tout travail salarié repose d'abord sur un principe de subordination qui traduit un rapport de forces défavorable aux salariés, sur une amputation du libre arbitre – à laquelle échappent les chercheurs, si précaires fussent-ils.

Des anciens de la « Kuizine »

– À *contretemps* / Marginalia / juillet 2022 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article928>]